

# DÉSARROI DES FRANÇAIS

## LE TRAVAIL SOCIAL À LA RESCOUSSE

Après avoir conquis le cœur des Français, les Gilets jaunes sont en train de perdre le crédit accumulé par des semaines d'engagement. Ils n'ont pas su ou pu se démarquer suffisamment des destructions et des actes de violence imputables jusqu'ici à une minorité de casseurs. On évalue à 10 000 le nombre de sinistres déclarés. C'est bien regrettable, car leur combat initial a permis d'ouvrir un grand débat national sur des questions essentielles, comme la fiscalité, l'écologie, la destruction d'emplois par les nouvelles technologies, et la qualité du vivre-ensemble. C'est ce dernier point qui concerne, non seulement l'État dans sa capacité à reconnaître tous les citoyens, mais aussi les acteurs sociaux dans leur capacité à créer de nouveaux liens entre les individus et les communautés.



Ce panneau élaboré par les Gilets Jaunes du Var montre la radicalisation du mouvement.

**D**ans un article publié dans *Ouest-France* le 12 mars 2019, Pierre Méhaignerie, maire de Vitré, rappelle que : “Après le pain et l’eau, le plus grand besoin de la personne c’est le besoin de considération. Ce sentiment de n’être rien aux yeux des élites, ces impressions de dévalorisation, constituent les éléments dominants dans la crise des Gilets jaunes”. Et Pierre Méhaignerie n’est pas le seul à le penser. Au-delà d’une demande de plus grande justice fiscale et sociale, le mouvement des gilets jaunes exprime un fort besoin de reconnaissance et de dignité, de la part de salariés modestes et de retraités à faibles revenus ayant en commun le sentiment de ne plus être entendus par les pouvoirs publics.

### DES CONSTATS PARTAGÉS

Et il est vrai que le mouvement des Gilets jaunes s’appuie sur des faits objectifs. Pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, le pouvoir d’achat a stagné sur une longue période de dix ans. Tandis que pour les Français vivant dans le monde rural et en périphérie des grandes villes, le sentiment d’abandon s’alimente dans l’absence ou le déclin des commerces et des services publics de proximité. Sans oublier que trois millions de jeunes sont aujourd’hui désœuvrés et condamnés à la précarité (comme le rappelle Natacha Polony dans *Marianne* du 7 mars 2019). C’est ce qui explique que cette forme inédite de mobilisation permanente sur les ronds-points a bénéficié du soutien d’une large partie de l’opinion publique, malgré son manque d’organisation, ses multiples contradictions internes, et les violences engendrées lors des manifestations. C’est aussi ce qui explique que les dispositions prises dans l’urgence par le Gouvernement pour tenter de calmer cette colère n’ont pas été en mesure de l’apaiser. De fait, le divorce semble s’aggraver entre les gouvernants, qui souhaitent adapter la France à la mondialisation, et les Gilets jaunes qui en refusent frontalement certaines règles du jeu (fiscalité et profits avantageux pour les plus riches afin qu’ils puissent créer des emplois, maîtrise du coût du travail pour que les entreprises restent compétitives, réduction de la dépense publique pour ne pas accroître la dette, soutien des métropoles au détriment des autres territoires, etc.).

### UN DIALOGUE DE SOURDS ?

Dans notre pays, la fracture entre “le peuple” qui galère et “les élites” mondialisées qui triomphent sans retenue, semble donc difficilement surmontable. Certes, le Grand Débat national lancé par le gouvernement semble recueillir

un niveau d’adhésion satisfaisant. Une majorité de nos concitoyens pensent qu’il va permettre des réformes sur le terrain de la fiscalité, du pouvoir d’achat, de la décentralisation, et de la transition écologique. Sur le terrain de la justice fiscale par exemple l’idée d’une nouvelle tranche d’imposition pour les hauts revenus n’est plus inenvisageable, comme le demande d’ailleurs Pierre Méhaignerie dans l’article cité plus haut. Sur le terrain de la décentralisation, il est probable que la loi NOTRe sera remise en question, grâce notamment à l’influence croissante des maires ruraux, qui ont su faire admettre leur utilité dans la préservation du vivre-ensemble. Enfin diverses réformes institutionnelles semblent se profiler de ce Grand Débat, dont l’instauration d’un référendum d’initiative populaire (RIP) ou la reconnaissance du vote blanc par exemple. Mais sur le terrain de la transition écologique, mise en avant dans de nombreux témoignages, où s’exprime de plus en plus la nécessité de réformes audacieuses, on ne voit guère se dessiner de nouvelles perspectives aptes à redonner confiance dans l’avenir. Pourtant, les propositions faites par exemple récemment par Nicolas Hulot et Laurent Berger, soutenues par une vingtaine de grandes organisations, ne manquent pas d’intérêt. Le prochain dossier du *Jas* leur sera d’ailleurs consacré. Enfin, et c’est regrettable, les pouvoirs publics semblent ignorer l’une des aspirations fréquemment mise en avant par les Gilets jaunes, celle de la reconfiguration de projets collectifs susceptibles d’engendrer liens sociaux et solidarités nouvelles. Il est donc urgent d’attendre pour se faire une opinion sur la réactivité sociale des pouvoirs publics. En revanche, ce qui est dès à présent possible concerne la contribution des acteurs sociaux au renforcement du vivre-ensemble. C’est notamment ce que met en relief



© laparolectoyennesaintaise.home.blog

# Gilets jaunes : un encouragement pour le développement social

Interview de Jean-Claude Sommaire, administrateur civil honoraire (Ministère des Affaires sociales).

**Le Jas : Aurait-on pu anticiper l'émergence du mouvement des "Gilets jaunes" ?**

**Jean-Claude Sommaire :** Si les événements de ces dernières semaines pouvaient difficilement être anticipés dans la forme originale qui a été la leur il faut quand même rappeler que le thème de "la fracture sociale" a fait son entrée dans le débat public, dès l'élection présidentielle de 1995, et qu'il n'en est plus vraiment sorti depuis.

En effet, au cours des 20 dernières années, ce sujet est revenu périodiquement dans l'actualité politique et le travail qui avait été engagé par Pierre Bourdieu, à la fin des années quatre-vingt-dix, avec "Toute la misère du Monde", a été poursuivi depuis par divers chercheurs qui ont multiplié des diagnostics inquiétants dont les gouvernements successifs auraient dû s'alarmer. Un quart de siècle plus tard, à l'heure des gilets jaunes, Jérôme Fourquet, dans son dernier ouvrage "L'Archipel Français", annonce l'inquiétante naissance d'une nation multiple et divisée qui ne serait plus celle, une et indivisible, qui fut longtemps structurée par le référentiel commun catho-républicain. Au terme d'un bouleversement sans précédent, elle serait devenue "un archipel d'îles s'ignorant les unes les autres".

**Le Jas : Qu'est-ce qui vous paraît le plus inédit dans le mouvement actuel ?**

**JCS :** Grâce aux gilets jaunes, certains de ces Français oubliés, qui souvent vivaient isolés et enfermés dans leurs difficultés

avec le sentiment d'être ignorés par les élites, ont développés de surprenants liens de fraternité sur des ronds-points devenus de véritables lieux de vie. La journaliste Florence Aubenas, dans une enquête pour *Le Monde*, a bien rendu compte de cette situation quand une femme lui a confié que d'avoir participé à cette forme de mobilisation avait changé sa vie. En revêtant un gilet jaune sur ces lieux de nulle part, ces personnes, dont beaucoup s'étaient retirées du jeu démocratique, ont fait communauté et retrouvé ainsi un sentiment d'estime de soi et l'envie de devenir à nouveau acteurs de leur vie. Des anonymes qui n'étaient "rien" se sont soudainement mis à "demander tout", en exigeant notamment que la France puisse recourir à des référendums d'initiative citoyenne censés, à leurs yeux, pouvoir mieux répondre à leurs multiples attentes, souvent irréalistes et contradictoires, que les mécanismes propres à la démocratie représentative.

**Le Jas : Quel enseignement le travail social pourrait-il tirer de ce mouvement ?**

**JCS :** Pour ceux qui militent depuis longtemps pour le développement social local et pour l'intervention sociale collective, il y a dans ces événements d'incontestables raisons de se réjouir. En effet des couches sociales qui, le plus souvent, n'étaient ni présentes ni représentées dans les démarches de participation citoyenne qu'ils avaient l'habitude de mettre en

œuvre, se sont mises en mouvement. C'est un encouragement pour aller plus loin et autrement dans la construction, au plan local, de démarches de cohésion sociale avec le concours actif des personnes concernées. Ce qui nécessite que nous ayons un État bienveillant accompagnant des initiatives locales plutôt qu'un État décidant souverainement, d'en haut et de façon bureaucratique, ce que les acteurs locaux doivent faire.

La crise que nous vivons depuis le 17 novembre étant une crise majeure dont il est difficile de prévoir l'issue il faut en profiter pour effectuer une révolution des esprits en s'inspirant d'expériences étrangères qui, dans notre pays, sont largement ignorées ou soupçonnées, à tort, d'encourager le communautarisme. Dans le monde anglo-saxon, dans les pays émergents, et chez certains de nos voisins européens, diverses formes d'interventions sociales communautaires se sont développées avec succès qui visent à renforcer le pouvoir d'agir des groupes défavorisés. Celles-ci contribuent au renforcement du capital social des "invisibles" en leur donnant les moyens de participer réellement aux affaires les concernant et de prendre part, eux aussi, à la construction du bien commun. Depuis une dizaine d'années un Séminaire pour la Promotion de l'Intervention Sociale Communautaire s'efforce de sensibiliser les pouvoirs publics à cette problématique : [www.cnlaps.fr/blog/CNL/le-spisc-partenaire](http://www.cnlaps.fr/blog/CNL/le-spisc-partenaire)

Jean-Claude Sommaire, dans l'interview ci-dessus : le développement social pourrait trouver dans la crise actuelle une nouvelle source d'épanouissement.

## LE TRAVAIL SOCIAL À LA RESCOUSSE

En effet, ce qui est nécessaire sur le terrain économique et politique l'est aussi sur le terrain éducatif et social. Car si l'action sociale peut renforcer les conditions d'une vie normale en matière de santé, de logement, de mobilité, elle peut aussi s'attacher au maintien d'un tissu relationnel, indispensable pour tous et encore davantage pour les plus

défavorisés dont l'isolement produit l'exclusion sociale. Or, bien que nous ayons un ratio élevé de travailleurs sociaux au regard de pays semblables, ils sont de moins en moins nombreux à s'impliquer dans la revitalisation sociale des quartiers urbains et des communes rurales. À l'origine de ce constat, des freins réels : la complexité du paysage institutionnel, l'inflation normative, et l'absence d'orientations de leurs employeurs. Mais il n'est pas possible de repousser à plus tard la nécessaire adaptation du travail social. Il y a quarante ans, dans une société moins désorientée qu'aujourd'hui, son rôle principal consistait à aider des personnes

fragilisées par leur histoire personnelle à intégrer un environnement favorable. Aujourd'hui, celui-ci étant à son tour particulièrement dégradé, avec la déstabilisation de tout ce qui facilite le vivre-ensemble, les professionnels vont devoir également contribuer à sa restauration. Car sans un contexte humain propice à la reconstitution d'un "capital social" pour chaque personne, aucun projet individuel ne peut réellement aboutir.

### L'EMPATHIE COMME SOURCE DE L'ACTION

Pour y parvenir, les travailleurs sociaux doivent donc réorienter leur action du soutien individuel vers le soutien collectif, en participant à la revitalisation des liens sociaux dans chaque bassin de vie et à la création de réseaux d'entraide entre les personnes défavorisées et aussi l'ensemble des habitants. Il faut en être conscient, si ces réseaux étaient exclusivement réservés aux "dshérités", le risque serait grand d'enfermer le groupe dans un "isolement collectif". Il ne s'agit donc plus de se satisfaire du seul accompagnement social des personnes, qu'il soit individuel ou collectif. Il s'agit maintenant de passer d'une logique de publics à une logique de territoire, axée sur la mobilisation de toutes les personnes susceptibles d'apporter leur contribution à la vitalité du quartier. Et au moment où chacun reconnaît que le travail social est confronté à une crise de sens, seul ce type de démarches

peut permettre qu'il se repositionne comme force d'animation de réseaux, mais aussi comme force de proposition auprès des collectivités locales pour tout ce qui peut aider à créer du lien social et du développement local. Ces nouvelles opportunités auront en outre le mérite d'encourager les professionnels à s'appuyer davantage sur les potentialités des familles. Car leur formation, ces dernières années, n'a pas suffisamment valorisé l'importance d'équilibrer expertise et empathie pour découvrir, derrière les faiblesses des personnes, leurs qualités. Avec la crise des Gilets Jaunes s'affirme la nécessité de promouvoir dans toutes les cultures professionnelles l'importance de "faire confiance" à la fois comme atout déterminant de l'accompagnement individuel et comme levier collectif de socialisation. Et ce changement de postures est d'autant plus nécessaire qu'il serait pour le moins paradoxal de demander à tous les habitants d'être plus disponibles, si les acteurs de la solidarité n'en faisaient pas eux-mêmes leur priorité.

Il reste que ces changements ne s'avèreront décisifs que s'ils sont assumés par l'ensemble des décideurs et des acteurs concernés. Ce qui passe par la définition de véritables projets sociaux impliquant tous les territoires qui doivent donc disposer d'une véritable autonomie de décision. Comme le réclament d'ailleurs les élus locaux.

LE JAS

LE JOURNAL DES ACTEURS SOCIAUX

Pour suivre l'actualité avec un regard sans concession, abonnez-vous au JAS!



**Journal des Acteurs Sociaux**  
13, boulevard Saint-Michel - 75005 Paris  
Tél. : 01 53 10 24 10 - Fax. : 01 53 10 24 19

**www.lejas.com**